

ici! ~~Améthure~~
Age écologiquement viable

Sixième journée

Mardi 25 octobre 2023 de 8^h00
à 12^h00

Réception de Madame MARECHESKA (productrice dans
le cadre de "WAPRO". Elle n'a pas soumise
compte le projet registre cependant elle a remis
au CE 3 documents destinés à justifier son
positionnement vis à vis du projet d'installation
d'une ISDND à WAPRO. Ce document sera
annexé au rapport du CE.

Septième journée

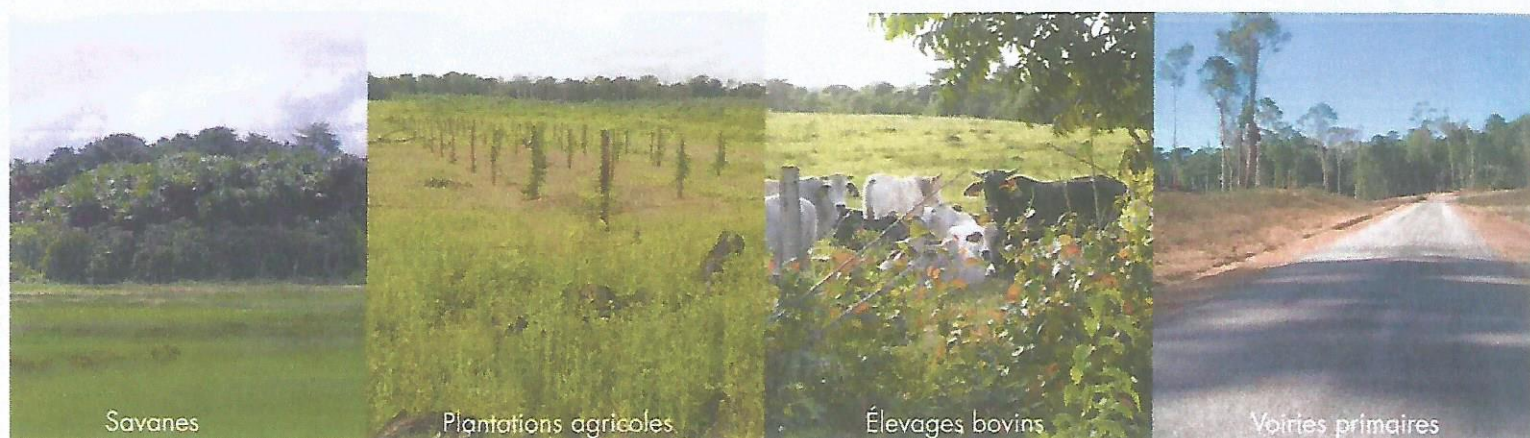
Vendredi 03 novembre 2023 de
08^h00 à 12^h00

Réception ce jour de P. STOBINSKY.

Réception de M. DELANERANT

L'EPFA Guyane, partenaire de vos projets agricoles

L'EPFA Guyane accompagne les collectivités et les agriculteurs dans le développement de l'agriculture en Guyane par l'aménagement de zones agricoles adapté aux besoins du territoire, porteur d'activités économiques et respectueux des hommes et de l'environnement.



- Étude et définition des projets d'aménagements adaptés aux contraintes agricoles et en concertation avec les professionnels du monde agricole
- Optimisation et valorisation des défriches agricoles via la Biomasse
- Aménagement des voiries et bornage de parcelles
- Attribution de parcelles agricoles aux porteurs de projet et aux agriculteurs lors d'appels à candidature
- Gestion foncière des baux emphytéotiques
- Suivi du développement agricole et économique des parcelles

Un exemple de réalisation L'aménagement agricole de Wayabo

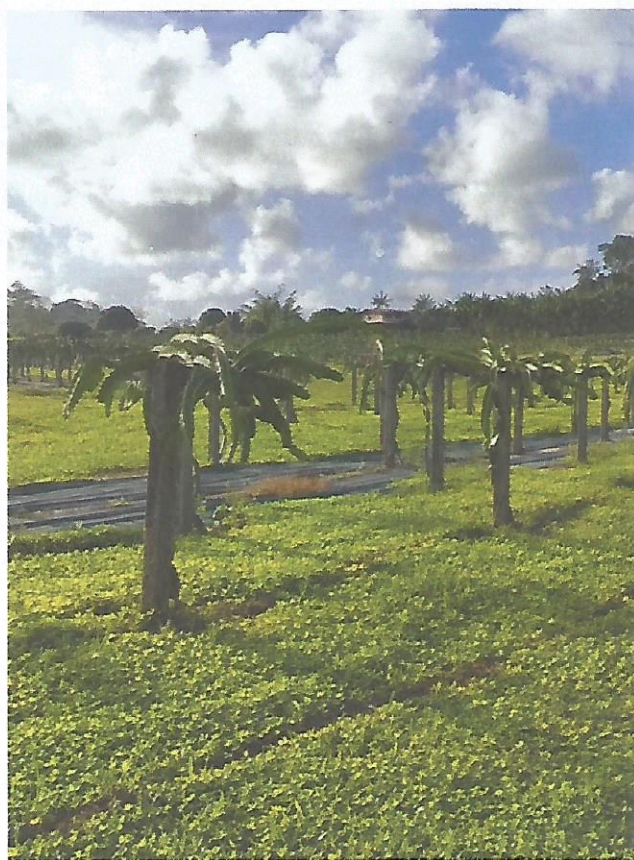
+ de 90 exploitants
répartis sur un parcellaire
de 4000 hectares

Création de 140 parcelles agricoles
25 km de voies d'accès



SCEA MARCHEWSKA - Productions vendues - PITAYAS ROUGES chair rouge en kg

Client	Année			
	2023	2022	2021	2020
CARREFOUR MATOURY	8 387,50	2 224,00	7 245,00	9 383,50
Brioche Dorée	104,00	478,00	326,00	272,50
Express Market	1 256,00	2 319,00	2 690,00	4 602,00
Coin Frais	1 939,00	2 110,00	1 370,50	1 858,00
BEL NATI	27,00	535,00	610,00	
Supéco	2 184,00	2 697,00	4 818,00	5 157,00
CARREFOUR CONTACT	3 460,50	3 380,50	2 420,00	2 808,80
SUPER U Kourou	6 098,00	8 603,00	6 588,80	1 526,00
HYPER U Cayenne	561,00	1 959,50	3 421,00	5 635,20
CACAO GIVRE	610,00			
DIVERS	1 103,00	937,10	1 742,50	
EXPORT (Métropole)	5 257,00	3 444,00		
PRIM AMAZONE	260,00	1 675,00	1 770,00	3 485,10
TOTAL	33 270,00	32 384,10	35 022,80	36 748,10



Plantations - janvier 2023



Carrefour Matoury - juillet 2023



Carrefour Contact - juillet 2023



Contrôle phytosanitaire par le service SIVEP de la DGTM - Zone de Fret Air France - 1^{er} Export - Août 2022



Carton contrôlé prêt à l'export
Août 2022



Sorbets de Cacao Givré
2023



Août 2022 – 1^{er} export en Métropole – Dans une des enseignes à Nice



a)- Vu *La Charte des conditions favorisant l'acceptabilité sociale d'un centre de traitement des déchets en zone agricole ou à proximité* signée le 12 avril 2018 par les syndicats Jeunes Agriculteurs 973, la FDSEA 973 et le GRAGE, et par la Chambre d'Agriculture de la Guyane, charte soutenue par les organisations professionnelles AKAW, APOCAG, BIO SAVANE et APAPAG, à la « Condition 1 : (...) la profession doit être associée aux études diagnostiques permettant de retenir le site d'implantation » ;

La Société Séché n'a, dès le départ, pas tenu compte de cette Charte, puisque les tous premiers agriculteurs à avoir été informés du projet, l'ont su en s'interrogeant sur l'intrusion de survol de drone sur leur exploitation ; ces survols de drone prenaient des images pour les études de la DDAE Séché,

b)- Vu que le stockage des déchets est un mode de traitement des déchets en baisse sur le territoire métropolitain (source ADEME – Inventaire ITOM de 2018 : 205 centres de stockage en 2018 contre 322 en 2004, obéissant à une volonté politique de réduction du stockage des déchets au profit de leur valorisation),

c)- Vu le document PJ4-1-1_Etude impact _V4.0 2022-06-15_compressed, à la page 85, sous-titre 4-2-2-3-2- *Un réseau routier succinct* où il n'est pas tenu compte du point de ramassage scolaire au croisement des axes Avenue de Wayabo et Impasse des Cabris, le point de ramassage se situant sur la prévision de passage des véhicules de transport des déchets, intitulée « Route 1 » dans l'étude, qui relie l'Avenue de Wayabo à la Piste Crique des Singes rouges vers la RN 1,

d)- Vu le document PJ4-1-1_Etude impact _V4.0 2022-06-15_compressed, à la page 131, sous-titre 4-3-7- *Equipement public* où il n'est pas tenu compte de l'abri de bus servant au ramassage scolaire des enfants de la Zone agricole de Wayabo, cet abri de bus n'étant pas localisé formellement sur aucun registre officiel cadastral mais rénové par les services de la commune de Kourou au cours de l'année 2017, marquant la reconnaissance du point de ramassage par les services publics de la commune de Kourou ; un abri de bus étant défini comme équipement public (Art-R-123-9 du Code de l'Urbanisme : Construction et installation nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif) ; de même, il n'est pas pris en compte l'arrêt du bus à l'Impasse Pitaya (pas d'abri identifié mais décidé comme point de ramassage scolaire supplémentaire au cours de cette année scolaire, compte tenu du nombre d'enfants présents sur cette partie la zone de Wayabo. Cette requête était réclamée par l'association AKAW depuis de nombreuses années),

e)- Vu les alinéas précédents c)- et d)- et le Code de la Route Article R 110-2 définissant l'implantation de ralentisseurs en agglomération ; un arrêt étant défini par le Code de la Route Art- R 110-2, comme une immobilisation momentanée d'un véhicule sur une route durant le temps nécessaire pour permettre la montée ou la descente de personnes, le chargement ou le déchargement du véhicule, le conducteur restant aux commandes de celui-ci ou à proximité pour pouvoir, le cas échéant, le déplacer ; La commune de Kourou n'ayant pas prévu cet aménagement sur la voirie, le passage quotidien et régulier des camions et autres véhicules légers nécessaires au fonctionnement

de l'exploitation de l'installation Séché met clairement en péril la sécurité des enfants sur la zone, aux heures de descente et de montée du bus.

Le projet ISDND Séché n'a pas pris en compte l'impact de la circulation des entrées et sorties des véhicules de transport des déchets sur l'environnement social et humain et constate uniquement un « habitat (est) particulièrement diffus au niveau du lotissement de Wayabo ». (Vu le document PJ4-1-1_Etude impact _V4.0 2022-06-15_compressed, page 103, sous-titre 4-3-3- Habitat)

f)- Vu le document PJ4 – 3 – Annexe Tome 2_101-250, page 138, *Expertise des voies d'accès au futur site de Wayabo : Rapport technique*, il est écrit au Tronçon N° 12, correspondant à la portion allant de l'Impasse Cabri à l'Impasse Gilbert Mondika, sur l'Avenue de Wayabo, « Densité de la population : Aucune habitation », alors qu'il y a au moins 3 maisons dont 2 avec Permis de construire à moins de 50 m du bord de la chaussée, sans compter les 2 habitations à l'entrée de l'Impasse Cabri, visibles de la route également. La DDAE du projet Séché a totalement IGNORÉ la population sur la portion la plus densément habitée, qui a justifié l'emplacement de l'abri de bus pour le ramassage scolaire des enfants des riverains de la zone de Wayabo.

g)- Vu le document PJ4-3- Annexe Tome 2_compressed 251-465, page 15, *Expertise des voies d'accès au futur site de Wayabo : Rapport technique*, sous-titre 3.4 *Horaires et circuits des bus de ramassage scolaires*, il n'y a AUCUN relevé d'informations concernant le ramassage scolaire des enfants des riverains de Wayabo et il est écrit « Par ailleurs, nous avons repérer un abri bus sur l'avenue Wayabo au niveau du carrefour avec l'impasse des Cabris (...). Or, nous n'avons pas plus d'informations sur celui-ci que celles recueillies et indiquées ci-dessus » ; (c'est-à-dire, aucune information)
Pour un projet dont l'exploitation va durer 25 ans et dont la post-observation durera 25 années également, il s'avère là encore que l'étude du contexte local social et humain de l'implantation du site a été complètement bâclée, le cabinet mandaté par Séché n'ayant même pas pris la peine d'interroger le Service des Transports scolaires de la Mairie concernant cet abri de bus.

h)- Vu le document PJB-Mémoire réponse MRAe DDAE Wayabo 2022-10-25, page 19, sur la thématique 4.4. *Mesures pour supprimer, réduire et si possible compenser les incidences du projet (mesures ERC)*, à la remarque suivante de la MRAe « La dégradation de la qualité de l'air liée aux envols de poussières sera réduite sur le site par la limitation de la vitesse, la mise en place d'enrobé sur les voies de circulation internes, leur entretien et leur arrosage si besoin. Ces mesures ne réduiront cependant pas les envols de poussières sur les voies d'accès non revêtues empruntées par les véhicules rejoignant ou quittant l'ISDND », la société Séché répond « La réfection de la route est du ressort de la commune de Kourou, qui est le maître d'ouvrage. SECHE se pose en cofinanceur » et que « Ainsi, toutes les éventuelles modifications prévues seront définies et portées par la collectivité, et non par le pétitionnaire ». Donc, il est clairement compréhensible que, étant donné l'état actuel de la route dans la zone de Wayabo (c'est-à-dire en partie dégradé), avant même le démarrage de l'exploitation de l'ISDND, le passage répété des engins de chantier durant la période de travaux va détériorer encore plus la voirie, sans parler des envols de poussière et autres

dégagements de gaz (échappements des véhicules, etc...) et que, la société Séché n'en portera pas la responsabilité puisque cela sera dû au mauvais état initial de la route ; Alors que l'implantation de cette installation est clairement un facteur dégradant.

De plus, cette remarque de conclusion de la réponse du pétitionnaire « A noter par ailleurs que la CTG a déjà débloqué des fonds FEADER pour la réfection de la route » est complètement déplacée !

Cela pourrait être mal interprété par le lecteur novice sur le sujet avec la compréhension erronée que la CTG a débloqué des fonds FEADER dans l'objectif de la réalisation du projet, alors que c'est l'association AKAW qui a obtenu ce budget de la CTG à force de mobilisation et de réunion.

i)- Vu le document PJB-Mémoire réponse MRAe DDAE Wayabo 2022-10-25, page 8, sur la thématique 4.1.1. *Etat initial*, à la remarque suivante de la MRAe « Par ailleurs, les autres usages possibles (agricoles, pêche, baignade ...) ne sont pas évoqués », la société Séché répond « (...) Les eaux traitées seront rejetées dans un affluent de la crique Matiti. Après traitement, ces eaux seront claires et n'altéreront pas la qualité des eaux de la crique de Matiti et ses autres cours d'eau rattachés. Ainsi, les activités de baignade et de pêche. Aucun rejet ne se fera dans l'un des affluents du fleuve Kourou. La qualité de celui-ci ne sera pas impactée. Les activités de pêche et de baignade ne seront donc pas perturbées » ; Puisque les eaux traitées seront rejetées dans un affluent de la Crique Matiti, elles finiront dans la Crique Matiti, qui finit elle-même dans le fleuve Kourou, la définition du mot affluent étant « un cours d'eau se jetant dans un autre » (dictionnaire Larousse). Aussi, malgré toute la maîtrise du sujet des déchets que la société Séché peut avoir, comment garantir qu'aucun accident n'arrivera sur une période de 25 années d'exploitation, avec un tel contexte, sachant que la Crique Matiti est un lieu de baignade très fréquenté pour les Guyanais, que le fleuve Kourou compte de nombreux carbets sur ses rives et qu'il ne suffit que d'une fois pour déclencher une catastrophe sanitaire et environnementale.

j)- Vu le document PJ52 – Compatibilité plans programmes 2022-06-15, à la page 73, sous-titre 1-9-5- *Compatibilité du projet avec les objectifs du SAR*, dans le tableau des objectifs et dispositions, à la mesure 1.3 *Optimiser les espaces urbanisés et garantir le cadre de vie*, la mention donnée à la compatibilité du projet avec cette mesure est « Non concerné », alors que vu les alinéas a)-,b),c),d), e), f), g) et h)- et vu la définition et la lecture de l'Objectif 1 du Schéma d'Aménagement Régional (SAR) qui sont *Garantir la cohésion sociale et l'équilibre territorial de la Guyane, en valorisant les identités, les cultures et les savoir-faire des composantes de l'ensemble du territoire, en favorisant l'extension des espaces actuellement urbanisés en un maillage du territoire et en garantissant une amélioration du cadre de vie de tous*, Le projet ISDND Séché n'a clairement pas pris en compte la notion de cadre de vie de la mesure 1.3.

k)- Vu le document PJ 4-3 – Annexe Tome 2_compressed-101-250, à la page 36, sous-titre *Partie 1 : Contexte réglementaire/ III- Contenu de l'étude préalable*, il est dit « Les mesures de compensation devront être élaborées en étroite collaboration avec les partenaires locaux (professionnels agricoles, collectivités) afin d'assurer la cohérence des actions de développement du territoire ».

Or, aucun agriculteur de la Zone Agricole de Wayabo n'a été contacté. Il est dit que l'Association des Agriculteurs de Wayabo (AKAW) n'a pas pu être rencontrée (PJ 4-3 – Annexe Tome 2_compressed-101-250, page 93).

Or l'association AKAW a répondu à la demande de rencontre du cabinet Solicaz, mandaté par la société Séché Eco-Services pour l'étude agricole, sous condition d'obtenir un certain nombre de réponses au préalable. Solicaz s'est alors retourné vers le groupe Séché, n'ayant pas les éléments de réponse.

Le cabinet Solicaz n'est jamais revenu vers l'AKAW par la suite, afin de récolter les informations qu'il n'avait pas pu obtenir.

l)- Vu le document PJ4-3 – Annexe Tome 2_compressed 101-250, à la page 56, sous-titre *l-5-Analyse économique*, dans le tableau d'évaluation totale de l'économie agricole du Périmètre C, l'évaluation de la catégorie « Autres cultures fruitières tropicales » se réfère à la seule référence du « RTE 2019 (prix de vente basé sur culture de wassaï âgée de 4 ans) », sachant que, pour les administrations (notamment pour le Service Agricole de la DEAAF), cette désignation type « Autres cultures fruitières tropicales » regroupe en général, toutes les cultures fruitières tropicales qui ne sont répertoriées au niveau européen, soit par exemple le pitaya ou le ramboutan.

m)- Vu l'alinéa k)-, et le fait qu'il n'est pas précisé qu'il pourrait s'agir de valeur moyenne, il est donc fait une analyse économique erronée de l'analyse de l'état initial de l'économie agricole du territoire concerné, soit le Périmètre C. Sachant que sur le Périmètre C, il existe d'« autres cultures fruitières tropicales » à plus forte valeur ajoutée que celle du wassaï et qu'une analyse plus juste aurait été de procéder au calcul d'une moyenne pondérée des valeurs de ces cultures ; et que cette estimation de 110,24 ha d'autres cultures fruitières tropicales à 1 560 €/ha de revenus de vente n'est donc absolument pas réaliste.

n)- Vu le document PJ4-3 – Annexe Tome 2_compressed 101-250, page 92, titre *Partie 5 : Mesures de compensation collective*, vu les alinéas l)- et m)-, il est absolument intolérable et inacceptable que le montant de compensation agricole COLLECTIVE que propose la société Séché aux agriculteurs ne soit que de 43 890 € pour le sacrifice d'une vie !

Bernadette MARONEWSKA

